

Introduction:

La réalité dont nous partons est celle d'une régression qui semble affecter tous les domaines de la vie sociale. Ce n'est pas qu'une impression, ni la traditionnelle nostalgie pour ce qui « était mieux avant. » Les conquêtes sociales sont mises en pièces là où elles sont nées, dans la « vieille Europe », et particulièrement en France où elles étaient particulièrement développées :

- Les droits sociaux (assurance maladie, retraite, protection contre le chômage) sont en pleine régression. En 1945, une France à genoux se payait la sécurité sociale ; aujourd'hui elle deviendrait un luxe !
- Les services publics et tout ce qui est gratuit et partagé entre les membres de la communauté politique sont bradés et privatisés.

Le capitalisme s'est toujours développé en détruisant mais, au total, en produisant plus que ses destructions. Ainsi il a fallu les gigantesques destructions de la Seconde Guerre mondiale pour qu'il trouve un « second souffle » et sorte de la crise endémique de 1929. Aujourd'hui, à nouveau se pose la question des conditions de la survie du capitalisme. Comme dans chacune de ses grandes crises, pour se maintenir, ce système liquide les sources mêmes de la richesse. Aujourd'hui, la Terre, le travail, et les travailleurs sont directement menacés. Les 72 millions de jeunes chômeurs dans le monde, les dizaines de millions en Europe, les millions en France, les précaires, les SDF sont l'expression de la tendance inhérente au capitalisme de tout balayer sur son chemin.

Cette situation est très paradoxale : malgré un saccage généralisé, jamais l'humanité n'a pourtant eu autant les moyens matériels, scientifiques et culturels de maîtriser son propre destin. L'avenir est entre nos mains ! Or tout se passe comme si rien n'était possible et que nous devons subir un destin sur lequel nous n'avons aucune prise. Tout ce que les hommes ont créé apparaît sous des formes de puissances monstrueuses -économiques, politiques, ...- auxquelles nous devrions nous soumettre.

Et pourtant ce sont les hommes qui font leur propre histoire. L'avenir sera celui que nous ferons ... ou celui que nous laisserons faire à notre place par d'autres. Un avenir fondé sur la liberté et le partage des biens communs ou à l'inverse sur l'égoïsme, l'individualisme, la loi du plus fort et donc l'avènement de nouvelles formes de barbarie. Telle est l'alternative.

En pleine seconde guerre mondiale, les représentants des principales forces de résistance, au-delà des clivages politiques, syndicaux, spirituels, étaient en mesure de tracer le visage de la France républicaine victorieuse de la barbarie nazie. Ils traçaient les grandes lignes d'une reconstruction démocratique, sociale et laïque, et appelaient leur programme « Les jours heureux ». Il nous revient, soixante-dix ans après, non seulement de mettre à l'honneur cet héritage sur lequel nous avons vécu depuis, de mettre en exergue la volonté de déconstruire au quotidien cet héritage, et de lui donner une suite, dans les temps troublés que nous sommes en train de vivre, afin que de nouveaux jours heureux soient notre perspective d'avenir.

1- Une vie décente pour tous

L'urgence des besoins immédiats est celle qui tiraille quiconque prend le temps de réfléchir un peu à la situation que nous vivons. Dans tous les camps politiques, il est fréquent d'évoquer l'existence de

9 millions de pauvres en France, comme s'il s'agissait d'une fatalité déplorable dont l'origine serait mystérieuse, inscrite dans l'ordre des choses. Ainsi, nous n'y pourrions rien. Nous préférons quant à nous parler de 9 millions de travailleurs pauvres, car la pauvreté a une cause originelle, la relation au travail. Elle n'est pas le produit d'un choix délibéré. Précarité, emplois à temps partiel, emplois sous-payés, surexploitation, chômage... La pauvreté a une cause inscrite dans l'organisation économique et sociale de la société, dans les rapports sociaux.

Près de 9 millions de travailleurs pauvres en France, un nombre incalculable de nos concitoyens en situation de grande précarité, pour se nourrir, se loger, se soigner, se vêtir, garantir l'éducation des enfants... pour vivre tout simplement. Or se nourrir, se loger, se soigner, se vêtir, garantir l'éducation des enfants, et ce sans distinction de conditions sociales c'est le premier et le plus vital des besoins sociaux.

Ces besoins immédiats, les plus urgents, nécessitent dans l'urgence que la communauté soit apte à venir au secours de chacun. Il s'agit là d'une solidarité minimale entre citoyens qui vivent autour de règles communes dans un espace commun, que d'avoir le minimum d'engagements réciproques. La Sécurité Sociale est l'héritière des premières sociétés de secours mutuel. Son périmètre ne doit pas être rétréci au profit d'un système d'assurances privées, mais bien étendu. Chacun cotise selon ses capacités et chacun reçoit selon ses besoins. Quel autre principe pourrait être juste dans la protection contre la maladie ? Qu'est-ce qui s'opposerait à cela ? Rien. Les États-Unis avec le système d'assurances privées dépensent par habitant 50 % de plus que les Français ... pour un résultat catastrophique pour les moins bien nantis. Chaque année les chiffres indiquent que des millions d'américains, en « délicatesse » avec leur banque et leur carte de crédit ne peuvent accéder aux soins.

La retraite est du salaire différé. Tout salarié reçoit en effet un salaire direct dont il dispose directement, et un salaire indirect, socialisé. D'ailleurs les patrons qui font entrer dans les « charges salariales » les cotisations sociales le savent bien. Pour eux, c'est bien du salaire. Tout recul sur les droits à la retraite est en réalité une baisse de salaire, plus facile à imposer car plus discrète que ne le serait la baisse du salaire direct touché en fin de mois. Les réformes de la retraite (Balladur, Fillon et autres en France) ne sont qu'un hold-up sur les salaires au profit du capital. L'abrogation de ces réformes est une exigence. On nous dira : « qui va payer ? » et « l'espérance de vie augmentant, il faut bien travailler plus longtemps ». À la première question on peut répondre facilement : reprendre dans la poche des capitalistes ce qu'ils ont volé aux salariés depuis quarante ans et revenir au partage salaire/plus-value qui prévalait dans les années 70 résoudrait déjà une bonne partie du problème. Selon les chiffres officiels, ce sont entre 8 et 10% de la richesse créée qui a basculé du travail vers le capital depuis le début des années 80. En ce qui concerne la deuxième question : d'une part, la dégradation des conditions de vie des travailleurs commence à se faire sentir sur l'espérance de vie. D'autre part, dès lors que le travail n'est plus harassant, que la durée quotidienne et hebdomadaire du travail est drastiquement diminuée, beaucoup de travailleurs voudront sans doute continuer de travailler bien au-delà de 60 ans sur la base du volontariat et éventuellement d'horaires spécifiques. Cela n'a rien d'une vision idyllique. Déjà aujourd'hui deux retraités sur trois cherchent à agir bénévolement dans des associations. Que le travail devienne un objet non subi mais choisi, et des millions chercheront à y trouver le sens d'une vie destinée au bien-être collectif.

Si nous vivons ensemble, partageons les charges de cette vie commune, c'est aussi parce qu'il y a des biens communs qui incarnent cette communauté. L'école publique et le patrimoine culturel de la nation sont des richesses également partageables entre tous. Mais aussi ces biens de premières nécessités que sont l'eau, l'électricité, l'assainissement, les transports publics ou encore tout ce qui permet de se protéger des nuisances – lutte contre la pollution, etc. – tout cela doit être, rester ou revenir dans la sphère du contrôle politique des citoyens. Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est donc pas la privatisation des services publics mais bien leur nationalisation ou leur renationalisation.

Cet « environnement » (protection sociale, éducation gratuite, services publics) définit les éléments indispensables d'une vie bonne, d'une vie dans laquelle on peut disposer d'une certaine sécurité, d'une garantie contre les aléas de l'existence. Ce sont de plus les éléments incontournables pour combattre les injustices insupportables qui frappent toujours plus des millions de nos compatriotes. L'abandon des services publics et de la protection sociale mutuelle au contraire défont le lien social. Un seul exemple : dans la retraite par capitalisation (modèle qu'on veut nous imposer) chacun ne cotise que pour lui-même. Dans la retraite par répartition, chacun cotise pour ses aînés, certain que, son tour de retraite venu, d'autres plus jeunes cotiseront pour lui. On le voit : les choix en ce domaine ne sont pas budgétaires et techniques mais bien politiques et moraux ! On nous objectera que la retraite par répartition va très vite devenir impossible vu le nombre de chômeurs et le déficit de cotisations. Cela revient à considérer le chômage comme une fatalité alors qu'il n'est que le produit d'une organisation délibérée de la société. Outre le dumping social, la baisse des rémunérations, l'organisation de la concurrence mortifère au sein du monde du travail, le chômage organisé et entretenu sert les intérêts privés incarnés par les fonds de pension, fonds financiers, ou autres grandes compagnies d'assurance.

Et c'est précisément cette dimension humaine fondamentale du choix de société que nous voulons pour l'avenir, qui tend à être évacuée par ceux qui détiennent les rênes du pouvoir avec des vues de plus en plus conformes à leur intérêt particulier comme de si nombreux exemples en témoignent. L'idéologie qu'ils déploient, des ministères jusque dans les salles de presse, a été parfaitement résumée par l'ancien vice-président du Medef, Denis Kessler, en octobre 2007 dans le journal Challenges :

« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde !

Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. (...) Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Il faut bien lire et relire cet extrait d'un immense cynisme. Non seulement, ce qui s'appliquait à l'époque pour les gouvernements Sarkozy, s'applique à l'identique pour les gouvernements

Hollande. Mais encore et surtout, tout est dit de la volonté délibérée de détruire ce qui a été le cœur de notre reconstruction républicaine au motif que trop de réformes « partageuses » auraient alors été mises en œuvre. Il ne s'agit rien d'autre que de reprendre au peuple ses droits et briser son aspiration démocratique fondamentale. En termes plus clairs, il s'agit de nous empêcher de vivre, en nous mettant tous en compétition les uns avec les autres.

Nous sommes à la croisée des chemins. La destruction des services publics, réduits en de nombreux points du territoire à leur portion congrue (fermeture d'hôpitaux de proximité, de bureaux de postes, de classes, de gendarmeries, de lignes de transport...), crée des citoyens de catégories inférieures qui n'ont plus les mêmes droits sur le territoire national. C'est la communauté nationale qui est atteinte, menacée de dislocation et d'explosion par une politique constante qui sous les gouvernements successifs, de « droite » comme de « gauche », relaie la volonté politique, lorsqu'ils ne la devancent pas, des institutions supranationales au service du capitalisme financier, l'Union Européenne, la Banque centrale européenne ou encore le FMI. C'est le territoire lui-même, c'est-à-dire ses habitants et leur coexistence qui se trouvent mis en danger. C'est ce mouvement qu'il s'agit non seulement de stopper mais d'inverser radicalement. Les citoyens qui y ont intérêt et qui peuvent s'y employer constituent une immense majorité dans notre pays.

Il ne s'agit pas de construire un monde utopique où il suffirait de cueillir les fruits généreusement offerts par on ne sait qui. Il s'agit simplement d'assurer une vie commune décente, dans laquelle chacun peut préserver et développer l'estime de soi, le sens de sa propre dignité et où chacun est appelé à remplir ses devoirs sociaux et à faire valoir son mérite.

2 - Remettre l'éducation au centre

Plus qu'un service public, l'éducation nationale est une institution républicaine, par laquelle l'idée même de république s'est consolidée dans le pays. Héritière des Lumières et de la volonté d'abolir les privilèges sous la Révolution française, l'école républicaine existe depuis 150 ans dans notre pays à la fois comme instruction, car elle permet à tous de développer sa raison et son esprit critique, et comme éducation, car elle permet de former chacun au cadre républicain commun, celui de la citoyenneté. Faire de chaque élève un citoyen éclairé est la mission de l'école républicaine.

Dans cette perspective, l'école (de la maternelle à l'université) a trois fonctions :

- 1) donner à chacun accès aux savoirs, aux valeurs et à la culture de son pays, bref développer toutes les facultés qui sommeillent en chacun pour mener son existence dans un cadre collectif ;
- 2) comprendre les principes politiques et la morale publique qui régissent la vie commune et agir en citoyen éclairé, capable de faire preuve d'esprit critique ;
- 3) permettre à chacun de préparer son avenir pour vivre, autant que possible, de l'exercice du métier de son choix.

L'école doit donc transmettre 1) des outils pour penser et ne pas être soumis à la pensée des autres ; 2) une culture : l'idéal de la culture humaniste ; 3) des qualifications fondées sur la mesure de savoirs objectifs.

On peut ainsi en distinguer aisément les trois cycles :

- Primaire : savoir lire, écrire, compter, calculer, être instruit des rudiments d'histoire et de géographie.
- Secondaire : la transmission des humanités, c'est-à-dire des langues étrangères, des langues anciennes, de la culture littéraire, artistique, historique, philosophique, et des principaux fondamentaux des mathématiques et des sciences naturelles.
- La dernière phase de la vie scolaire est celle de la préparation à la vie professionnelle, aussi bien de la formation aux métiers manuels qu'à celle des activités intellectuelles les plus élaborées comme la recherche.

La dernière phase est par nature diversifiée et peut faire une large place à l'apprentissage sous contrôle de la puissance publique tant en ce qui concerne la condition sociale des apprentis que les contenus pratiques enseignés. De même, l'enseignement secondaire pourrait emprunter des filières diversifiées en fonction des appétences et des capacités des élèves, l'essentiel résidant dans les passerelles ouvertes entre ces filières.

Une école qui instruit n'est possible que si elle place en son centre non pas l'élève, ni d'ailleurs le professeur, mais le savoir objectif transmis. Cela suppose qu'on en finisse avec l'idée d'une école « ludique ». L'école transmet non seulement des savoirs mais aussi le sens de l'effort, l'humilité nécessaire pour apprendre et la notion de mérite. En gros tout l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui.

L'école ne peut pas promettre à tous de devenir chefs d'entreprise, avocats d'affaires internationaux ou polytechniciens. La division technique et sociale du travail s'impose à l'école et ce n'est pas à l'école de changer la société. En revanche, l'école peut transmettre des qualifications, la possibilité de reprendre plus tard ses études et des outils intellectuels pour se défendre. Aucune société ne peut se passer d'ouvriers mais si l'école produit des ouvriers instruits, elle aura accompli sa tâche.

Là encore il y a urgence. Les réformes successives qui ont été imposées à l'école, au collège pour arriver au lycée, les réformes de l'enseignement supérieur vont à l'opposé des objectifs que nous dégagons ici. Un grand nettoyage s'impose qui remette en cause tous les effets nocifs de ces réformes successives. Toutes s'inscrivent en effet dans la trajectoire indiquée par l'OCDE à la fin des années 90 et au début des années 2000, ou encore par l'Union Européenne ou la Commission : modifier l'école et l'enseignement pour le plus grand nombre destiné à des « petits boulots » (que les experts de l'OCDE sur la base d'un rapport issu des USA listent sans vergogne, « vendeurs », « gardiennage », « agents d'entretien », « assistants sanitaires », « conducteurs de camions », « remplisseurs de distributeurs de boissons ou d'aliments »), prôner « l'adaptation au marché de l'emploi et à sa précarité », promouvoir « la formation sur le tas » ou encore « l'adaptabilité de la main d'œuvre », faire ainsi des économies substantielles et développer les compétences du petit nombre (notamment dans des formations privées) qui sera chargé d'encadrer et de faire marcher au pas les plus nombreux ! Cela est aussi écrit clairement dans Centre de développement de l'OCDE – cahier de politique économique n°13-1996 : « *Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de*

l'enseignement. » Ce programme se réalise *graduellement* à travers toutes les réformes de l'éducation.

Remettre l'éducation et l'instruction publique à leur place : c'est nécessaire, c'est possible. Il suffit de le décider pour le faire !

3- L'écologie comme dynamique

Tout le monde en convient maintenant : la situation écologique de la Terre devient alarmante. C'est la possibilité d'une vie humaine sur Terre qui est maintenant en cause. Il est difficile de séparer exactement dans cette crise ce qui ressortit à des causes naturelles – notre planète a déjà connu de grandes extinctions qui sont les marqueurs des changements d'ère – et ce qui ressortit à l'activité humaine. Mais nous savons que l'activité humaine joue un grand rôle dans les bouleversements climatiques, dans l'épuisement des ressources naturelles et dans les menaces à court terme en tous genres.

Mais il ne suffit pas de mettre en cause l'activité humaine en général. Nous rejetons toutes les formes de mysticisme superstitieux qui font de l'homme une sorte de parasite étranger à la Terre. L'homme fait partie de la nature dont il suit le cours et il a autant le « droit » de vivre et d'étendre son influence que les pandas ou les fourmis...

La question écologique remet directement en cause le mode de production existant : comme la recherche du profit maximum et à court terme est le moteur du mode de production capitaliste, le gaspillage des ressources naturelles ou humaines n'entre pas dans les calculs des dirigeants du capital financier, de leurs institutions au niveau national ou international, gouvernements, Union Européenne, Commission, Banque centrale ou FMI. L'obsolescence des produits de l'industrie permet la rotation accélérée du capital, peu importe si elle entraîne un gaspillage formidable des ressources et l'accumulation de déchets dont on ne sait que faire. Prendre au sérieux l'écologie, c'est faire des économies ! Des produits industriels robustes, faciles à réparer et économes en énergie sont de véritables produits durables, c'est-à-dire faits pour durer. Toutes les catastrophes naturelles que nous subissons – inondations, incendies, etc. – montrent à l'envi que c'est l'appétit insatiable du capital qui conduit à négliger les mesures de sécurité les plus élémentaires.

Bref, l'écologie suppose une réorientation radicale de l'économie, vers une économie orientée non vers le profit maximum mais justement vers la satisfaction des besoins humains, et en priorité ceux qui permettront à tous de mener une vie décente. Cela demande aussi une intervention publique, une planification, qui exige que les intérêts privés n'aient pas le dernier mot quand il s'agit du bien commun. Une orientation commune pour reprendre en main notre avenir commun, tel est l'enjeu.

La question de l'agriculture doit être envisagée dans ce cadre. Le remplacement des paysans par les agro-managers est, en lui-même une catastrophe écologique. Il est nécessaire d'encourager le maintien et le développement d'une agriculture paysanne, économe en intrants et seule capable de protéger les milieux naturels des dégradations que leur fait subir l'agriculture industrielle.

La recherche systématique du profit dans le domaine agricole détruit la nature, détruit les hommes, liquide les exploitations à taille humaine pour remettre dans les mains d'industriels et financiers ce qui relève de l'agriculteur et du paysan. Cette recherche du profit pose aussi la question du rapport à

la vie et une question morale de premier plan dont les différents scandales à répétition dans les abattoirs sont une expression inacceptable.

L'indépendance énergétique de la France, dont la façade côtière est parmi les plus vastes au monde, passe également par la fin du nucléaire et la redécouverte des mers et des immensités dont elle dispose en matière d'énergie renouvelable. Un nombre considérable d'emplois nouveaux et de techniques à développer sont liés au partage raisonné et planifié qui peut être réalisé à partir de ce bien commun de l'humanité.

Une telle orientation nouvelle ne porte pas sur des détails. C'est une conception globale de la vie sociale qui doit progressivement être impulsée. Une société dans laquelle on a mieux à faire que d'aller consommer pour consommer et tenter de satisfaire des désirs toujours frustrés. Une société qui laisse toute sa place à la discussion et la délibération concernant les choix collectifs. Une société qui encourage toutes les formes de la vie commune...

4- Des moyens pour œuvrer collectivement

Il est absolument clair que, quelles que soient les questions abordées, nous ne pouvons pas nous en remettre aux choix égoïstes individuels en espérant que, finalement, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes. Partout s'impose la nécessité d'une action commune réfléchie, d'une coordination des efforts de tous que le sacro-saint « marché » est bien incapable d'assurer. Il est une autre raison de redonner toute sa place à l'action collective, à la décision commune. Dans une république les citoyens recherchent d'abord la sécurité et la sûreté, des perspectives de vie assez stables pour ne pas avoir sans cesse à affronter l'angoisse du lendemain, pour faire des projets, fonder une famille, avoir des enfants, ne pas craindre la maladie ou la vieillesse.

Tout cela implique que l'on réfléchisse sur la structure de base que devrait avoir notre société. Évidemment, il ne peut être question d'abolir la propriété selon la perspective que l'on prêtait au « communisme » historique du XX^e siècle. La seule question intéressante est de déterminer, en gros, les rapports entre propriété privée, propriété collective (coopérative) et propriété de l'État.

La défense de la propriété privée concernant les biens de consommation et d'usage de chaque individu, acquis par le travail, est si évidente qu'on n'a pas à développer sur ce point. La propriété privée est dans ce domaine la garantie pour chacun d'avoir une place dans le monde. La propriété privée va d'ailleurs nécessairement avec le respect de la vie privée et de l'intimité, sans que la puissance publique vienne y mettre son gros nez.

En ce qui concerne les moyens de production, la séparation du producteur d'avec ses moyens de production, ce qu'on appelle précisément salariat, n'est pas une condition satisfaisante. On sait l'envie de beaucoup de salariés de « se mettre à son compte » ou de « monter sa boîte ». Mais la division du travail et le niveau de développement de la technique rendent chimériques les rêves de retour à l'artisanat indépendant à grande échelle. L'artisanat, le petit producteur indépendant doivent être protégés et aidés – notamment sur le plan financier par un système bancaire adéquat – mais cela ne saurait suffire. Il existe un très vieux modèle qui a fait ses preuves (contrairement à ce que l'on dit souvent), c'est le modèle des coopératives. Enfin, il existe des secteurs stratégiques structurant (communications, défense, etc.) qui manifestement doivent être nationalisés. Parmi ces

derniers, le système bancaire a une place centrale. Ce sont les banques qui créent la monnaie et directement et indirectement orientent une large partie de l'économie. Une large nationalisation et une rationalisation du système bancaire mis au service de la nation est donc un impératif. L'expérience issue du conseil national de la résistance, la reconstruction de la Nation au moyen notamment d'un vaste plan de nationalisations remettant dans les mains de l'état les moyens de production indispensables aux besoins de la collectivité démontre que rien, sinon l'absence d'une volonté politique déterminée, ne saurait se mettre en travers des choix nécessaires à opérer.

De manière générale, il s'agit de développer par tous les moyens possibles les formes de la coopération au détriment de la mise en concurrence généralisée. On sait qu'en 2005 la question de la « concurrence libre et non faussée » a constitué un élément déterminant dans la décision du peuple français de rejeter le traité de constitution européenne. De cela, nous ne voulons plus. Une organisation de la société basée sur la compétition généralisée à tous les niveaux s'oppose à toute tentative d'instaurer une vie humaine solidaire et partagée. Il faut donc faire un choix politique clair. L'économie n'est pas une science naturelle et ne relève en rien de la vérité révélée. Ce qui s'impose depuis plusieurs décennies en matière d'économie sous une forme si dogmatique n'est qu'une manière parmi d'autres de concevoir politiquement l'organisation de l'économie. Nous en proposons ici une autre, de façon claire et assumée, en tirant toutes les conséquences que ce choix politique devenu fondamental implique. Évidemment la mise en place d'un tel renversement des valeurs trouvera sur son chemin des obstacles à la hauteur des intérêts privés contrariés. Parmi eux, les institutions supranationales – institutions européennes notamment- sur lesquelles nous reviendrons par la suite sur la question centrale de la souveraineté du peuple, son droit à décider lui-même de ses propres affaires.

Il ne sert à rien d'ergoter sur « l'abolition du capitalisme » ! La réflexion se doit de partir du monde dans lequel nous sommes et non d'un monde rêvé, fantasmé. La réflexion doit créer les conditions d'une amélioration collective, d'une transformation dans le sens des intérêts de la société dans son ensemble et non dans celui de seuls bénéficiaires de privilèges. Il s'agit de développer toutes les formes d'organisation et d'expérimentation alternatives au capitalisme et la concurrence entre un secteur capitaliste et un secteur qu'on pourrait dire « socialiste » permettra de dire lequel est le meilleur.

5- La démocratie de bas en haut

Le problème le plus sérieux/complexe auquel nous avons à faire est celui de la cohérence et de la viabilité des principes dont nous nous réclamons et qui sont aujourd'hui mis à mal : liberté, égalité, fraternité, laïcité. Si nous voulons échapper au délitement de la communauté nationale et à la régression dans tous les domaines, nous avons besoin d'une démocratie laïque, égalitaire, « libertaire » et fraternelle. On peut donner un sens très précis à ces grands mots.

La liberté, c'est d'abord pouvoir décider soi-même. Mais pour cela la liberté doit être réfléchie dans son sens collectif. La liberté est commune avant d'être individuelle. Cela signifie que l'on n'est libre qu'à partir du moment où l'on n'est pas soumis collectivement, réduit en esclavage ou asservi sous un régime autoritaire, quelle que soit la forme qu'il ait pris dans l'histoire. La démocratie républicaine permet d'abord d'assurer cette liberté commune qui fait de nous des citoyens et non

des esclaves ou des sujets. Dans ce contexte commun, l'homme libre est celui qui est autonome, autrement dit qui n'obéit qu'à lui-même, à la loi qu'il se donne. Il faut tout mettre en œuvre pour que cette loi soit partagée et non imposée arbitrairement ou d'autorité, comme c'est la tendance la plus naturelle du pouvoir. C'est pourquoi la liberté exige la démocratie, le pouvoir « d'en bas », le pouvoir du peuple. Notre république, dit la Constitution, est démocratique. Fort bien. Mais pour qu'elle le soit réellement, il faut d'abord redonner vie à tous les foyers de démocratie et en premier lieu aux communes. Or toutes les réformes de « décentralisation » n'ont eu de cesse de restreindre voire d'abolir cette liberté communale de base, contrepouvoir historique s'il en est.

Il faut aussi remettre en cause tout l'appareil préfectoral et transférer tous les pouvoirs d'application des lois aux assemblées départementales. Comme le demandait déjà Clemenceau, on peut supprimer les préfets.

En général donc développer toutes les formes de démocratie locale, avec de véritables enjeux. On ne peut sans cesse crier aux loups contre un supposé « mille-feuille territorial », et ne cesser de créer des collectivités supplémentaires, toujours plus technocratiques les unes que les autres, toujours plus éloignée des citoyens, toujours à dimension inhumaine : la région était la première, les communautés de communes sont arrivées ensuite avec la même vocation gloutonne et expansive sans cesse martelée, et plus récemment les métropoles sont venues confirmer cette conception inconséquente de l'aménagement du territoire en signifiant la folie des grandeurs pour quelques immenses villes à qui l'on confie le soin de la concentration absolue au détriment de toutes les territoires environnants, particulièrement les milieux ruraux voués à la désertification. Comme si toutes ces tentatives de dessaisissement des citoyens des choix qui concernent leur propre avenir ne suffisaient pas, l'UE donne sa touche avec « l'Europe des régions » qui reviendrait à regrouper les grands pôles d'activité par-delà les frontières pour en tirer un maximum de profits, le reste du territoire étant délaissé, ramené au rang de simples « réserves d'indiens ». L'architecture de l'UE s'appuyant sur la négation des frontières (dans le domaine exclusivement financier) et la destruction des nations.

La démocratie, c'est donc aussi et surtout la possibilité pour le peuple de dire son mot et de décider des lois. Si la démocratie directe à la façon des Grecs anciens est manifestement impossible (et peut-être pas souhaitable) à une échelle nationale, la démocratie représentative telle que nous la connaissons ne fonctionne manifestement plus. Elle ne peut être régénérée qu'en rompant radicalement avec le présidentielisme et avec l'appareil bureaucratique de la caste dirigeante. Ce qui exige un régime parlementaire authentique : pas de pouvoir au-dessus du Parlement ! Mais ce Parlement doit représenter la nation dans toute sa diversité et donc il doit être élu à la proportionnelle intégrale. De ce point de vue, le changement constitutionnel s'impose et il doit être mis en œuvre avec le peuple, non contre lui, au moyen d'une assemblée constituante qui proposerait les nouvelles règles du jeu. On pourrait ainsi mettre fin à bientôt 60 ans de monarchie présidentielle initialement fondée sur le coup d'État de mai 1958 qui instaurait la V^e République, coup d'État qui ne dit jamais son nom !

La séparation des pouvoirs doit être garantie – pas comme aujourd'hui ! – en coupant le lien entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Il n'est pas tolérable par exemple que la justice se voit intimé l'ordre par des responsables politiques qui se prononcent souvent par seul souci électoraliste de condamner tel ou tel justiciable alors que les affaires n'ont pas été jugées ni même instruites par

un juge. Le cas des salariés d'Air France désigné à la vindicte par Manuel Valls, alors premier ministre de François Hollande, fait école. Il n'est évidemment pas plus tolérable que certaines personnalités soient épargnées par la justice uniquement parce que le pouvoir pousse dans ce sens. Les scandales à répétition qui traversent la V^e République sont légion.

Mais il faut aussi étendre la séparation des pouvoirs en interdisant aux grands industriels et financiers de posséder les médias de masse (journaux, télévision, etc.) et en édifiant un mur entre les représentants politiques, la fonction publique et les milieux d'affaire. Là encore, il ne s'agit pas de mesures particulièrement utopiques. Le Conseil National de la Résistance il y a plus de 70 ans a montré la voie. Une des entraves à la liberté est l'existence d'une oligarchie politico-économico-médiatique qui devra être défaite sans compter. Un des moyens de garantir et développer la liberté est l'introduction des citoyens dans les organes médiatiques, comme conseils, mais aussi comme critiques et contrôles.

La liberté, c'est aussi la reconnaissance des libertés individuelles égales pour tous. Et ici la laïcité est l'enjeu majeur. La laïcité est non seulement le principe juridique de la reconnaissance de la liberté de conscience et de culte et de séparation des églises et de l'État, mais le principe politique de la séparation du pouvoir et de la religion, principe qui est bien plus vieux que la loi de 1905 ! La laïcité n'a pas à être « ouverte » parce qu'elle ne s'occupe pas des religions. Elle suppose non seulement que les religions n'interfèrent pas dans la vie politique, qu'elles ne se manifestent pas dans la vie publique et se cantonnent dans la sphère privée, mais encore que la liberté de tous et notamment de celle des enfants appartenant à des familles religieuses soit garantie à sa juste valeur. Bref que Dieu reste dans les églises et nulle part ailleurs.

6- La souveraineté et l'union des peuples

La crise grecque a révélé avec une brutalité inouïe la réalité de l'Union européenne : celle-ci n'est pas une union démocratique des peuples d'Europe, mais une société de protection mutuelle des grands capitalistes et une arme de destruction massive des acquis sociaux / conquêtes sociales. Contrairement à tous les discours manipulateurs, l'UE n'a rien à voir avec l'Europe. Elle est une construction politique et économique lorsque l'Europe est faite d'histoires, de Nations, de peuples.

Toutes les exigences, aussi limitées soient-elles, que nous avons abordées pour ouvrir la voie à un XXI^e siècle heureux trouvent comme obstacle le capitalisme mondialisé et ses institutions. Selon l'article 3 du Traité sur l'union européenne imposé en 2008 au peuple français après le vote non au référendum de 2005, l'union dispose en effet d'une compétence exclusive dans les domaines essentiels que sont l'union douanière, l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les états membres dont la monnaie est l'Euro, la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche, la politique commerciale commune...Qu'il s'agisse de politique économique, monétaire, sociale, ou diplomatique, les peuples ne sont plus maîtres de leur destin. L'appartenance à l'Union Européenne condamne à appliquer les décisions de Bruxelles. Dans le domaine militaire, c'est directement Washington qui tient le poste de commande, la politique de défense de l'UE étant soumise à l'OTAN.

De plus en plus nombreux sont les citoyens européens qui prennent conscience que cette UE est très exactement le contraire de leurs aspirations à une Europe pacifique et fraternelle. L'ennemie de l'Europe, c'est l'UE. L'euro n'est pas une monnaie mais un outil de domination.

Les traités européens enchaînent les peuples aux intérêts exclusifs du capitalisme financier. Travail, salaires, services publics, santé, éducation, sécurité, etc... sont soumis aux intérêts exclusifs d'une poignée au détriment de l'intérêt général. L'article 48 du « traité sur l'union l'européenne » stipule que toute modification de ces traités exige l'unanimité des États membres de l'Union Européenne. En d'autre terme, dans le cadre de l'union européenne, il est impossible de faire entendre la voix des peuples et des nations. Il n'y a donc d'autre possibilité pour s'opposer aux traités européens que de quitter l'Union, sortir de l'euro, et redonner au peuple la souveraineté qui aujourd'hui lui est confisquée.

La Grèce et la Grande Bretagne ont constitué dans les derniers temps deux tournants lourds d'enseignement. En Grèce d'abord, tous les discours sur la possibilité « d'humaniser » l'Union Européenne ont fait long feu. Les mesures imposées par la Troïka avant l'élection d'Alexis Tsipras et après ont développé la misère qui touche le peuple, en liquidant les moyens de subsistance les plus élémentaires du peuple –travail, salaires, retraites, éducation...- et en privatisant tous les biens. En Grande Bretagne ensuite, les citoyens et en premier lieu les plus pauvres, ceux qui n'appartiennent pas au monde de la City ont clairement manifesté leur opposition à l'UE en adoptant le « Brexit », et de nombreux peuples suivraient sans doute la même voie... si l'on leur donnait la parole. Et quand ils prennent la parole, encore faut-il que les gouvernements les entendent et respectent la volonté populaire.

A l'Union Européenne nous opposons résolument l'Europe des nations libres, celle de Victor Hugo et des républicains d'antan qui demeure une belle idée. Mais elle suppose trois choses : que les peuples établissent entre eux une véritable société des nations d'Europe où chacun compte pour une voix et qui se fixe comme objectif essentiel la paix ; ensuite que chacun reste maître chez lui et que personne ne songe à imposer à une nation des orientations qui n'entrent pas dans le champ des clauses du traité de paix ; enfin que soient reconnus des droits communs à tous les citoyens de toutes les nations de ce pacte européen. Une telle union des nations libres n'empêcherait nullement les coopérations économiques, scientifiques, culturelles impliquant toutes les nations volontaires pour de telles coopérations. Au contraire, une telle union des nations libres permettant à chacun de décider librement faciliterait toutes les coopérations dans l'intérêt réciproque des nations et des peuples. On pourrait même imaginer une monnaie commune dont la valeur serait fixée sur un panier de monnaies nationales. La souveraineté nationale n'est pas le nationalisme ; elle est une manière de construire une union des peuples d'Europe qui tourne résolument le dos à tout ce qui a été fait jusqu'ici. La quasi-dictature économique qu'impose l'UE est au contraire au plus proche du nationalisme comme le montrent les développements politiques récents, et ne protège en rien de la guerre pour l'avenir. Au contraire, la compétition économique généralisée au sein de l'UE satisfait l'exacerbation de tous les particularismes au détriment d'une vision de l'intérêt général, et conduit au développement de plus en plus marqué des formations d'extrême droite qui se complaisent dans ce système au plus haut point inégalitaire où elles peuvent jouer le double rôle d'alliés objectifs et d'idiots utiles des bureaucrates de Bruxelles. Le FN sert l'UE et réciproquement !

La méthode que nous proposons au niveau européen peut être généralisée. Il s'agit d'opposer à cette « gouvernance » anti-démocratique dont l'OMC, le FMI, les institutions de l'UE, la BC sont des prototypes, une action concertée des gouvernements. Cela exige donc qu'on tourne le dos aux coalitions guerrières, comme l'OTAN notamment.

7- L'avenir de l'humanité

La « mondialisation » des échanges a créé une interpénétration de tous les systèmes de production mais aussi des cultures qui nous contraignent évidemment à penser globalement. De nombreux chercheurs, des institutions internationales et même certains organismes non gouvernementaux, notamment américains, lancent des cris d'alarme, qu'il s'agisse du climat, des ressources en eau, des ressources alimentaires ou des dangers de graves conflits.

La politique ne peut se réduire à une question nationale. Certes, le rétablissement de l'Etat dans ses prérogatives et notamment dans ses missions régaliennes est une condition nécessaire pour affronter les défis humains qui s'annoncent. Mais les questions internationales constituent un enjeu d'une urgence absolue en raison des drames qui se déroulent à nos frontières. Sous le coup de la politique des gouvernements occidentaux, sous le coup des guerres, des destructions des nations, du pillage économique, des centaines de milliers de migrants frappent aux frontières. Il s'agit de créer les conditions politiques, économiques et sociales nécessaires à un accueil humain et fraternel, contre les murs qui s'érigent autour de l'Europe et qui font du continent un lieu d'apartheid. Il ne serait pas acceptable de se retrancher derrière les refus ou hésitations de tel ou tel gouvernement pour faire défaut et refuser d'assumer nos responsabilités. La France, pays qui dans l'histoire a su montrer la voie à l'Europe toute entière, doit relever le défi, définir des critères larges, et accueillir de façon humaine ces milliers de personnes que la politique française a aussi jeté –contre leur volonté- sur les mers et sur les routes.

Il est assez facile à comprendre que les citoyens voient avec crainte l'arrivée de masses de migrants. Les leçons de morale des gens bien-pensants des beaux quartiers sont inutiles et un peu indécentes. Lutter pour la paix et contre les inégalités au niveau mondial contribuerait réellement à limiter ces déplacements de populations qui sont toujours un drame pour ceux qui y sont contraints. Il faut dénoncer le slogan « l'immigration est une chance », car cette prétendue « chance » est le produit du malheur des peuples les plus pauvres ou victimes des guerres. Accueillir dignement les réfugiés est nécessaire, mais plus nécessaire encore est l'organisation des conditions politiques et sociales pour qu'ils puissent regagner leur pays dans des conditions dignes. La « biodiversité » des nations n'a pas à être détruite dans le grand fourneau de la mondialisation capitaliste.

Ces mouvements de population très importants qui viennent de commencer interpellent la responsabilité de l'humanité entière. Les grandes opérations de « com » du type « conférences climatiques » ont montré leur impuissance radicale. Comme sont impuissants les gouvernements à « gérer les flux de population ».

Mais il ne faudrait pas pour autant se dédouaner d'une responsabilité politique sur le plan international : l'enjeu prioritaire est ici, et là encore la clé est dans la coopération entre nations qu'il faut promouvoir à l'échelle de l'ONU et non dans la compétition généralisée qui conduit les mêmes à s'offusquer des régimes autoritaires et / ou terroristes tout en leur vendant des armes, à les

combattre tout en commerçant avec eux, à vouloir les détruire après leur avoir donné les moyens de vivre dans ce monde de plus en plus inhumain. C'est peu dire qu'il y a urgence à refaire de la politique au plan international, à mettre en œuvre les conditions pour une paix mondiale, et à punir tous ceux qui privilégient leur intérêt privé au détriment de l'intérêt général de l'humanité. Nombre de vendeurs d'armes, de pétrole ou de gaz sont aujourd'hui à mettre au rang de criminels contre l'humanité.

Concernant les questions de l'environnement et du climat, on peut penser que seule l'action exemplaire peut être efficace. Il ne faut pas attendre que tout le monde soit d'accord pour s'y mettre. Ce que nous pouvons faire ici et maintenant fera tâche d'huile ! Parce que les autres peuples verront qu'on peut très bien vivre décemment sans se soumettre à la course folle à la production et au profit qu'imposent les entreprises capitalistes.

Conclusion

L'histoire des siècles précédents a été marquée par la chute des tentatives socialistes ou communistes. Toutes ces tentatives ont échoué. On ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé hormis la trahison de quelques malfaisants. La croyance aveugle en la mécanique du « progrès », l'incapacité à penser l'État et le rôle propre du politique, un certain mépris de la démocratie et l'absence d'une pensée proprement morale expliquent largement cet échec.

Nous avons essayé de montrer qu'un monde meilleur que le nôtre est possible. Non pas un monde parfait, non pas une utopie, mais une société décente, digne d'être vécue humainement quand on ne réduit pas la vie à ses seules fonctions animales. Se demander ce que devrait être la vie d'un homme ou d'une femme pour le XXI^e siècle est devenu indispensable : nous refusons que ce soit une vie de souffrance, d'errance, de précarité, de misère, de guerre, d'asservissement ou d'esclavage ; nous refusons que par millions les êtres humains dans notre pays (et partout dans le monde) aient à s'inquiéter incessamment de manger, de se loger, de se vêtir, de se soigner, de s'éduquer. Nous voulons que ces droits fondamentaux soient respectés pour tous, autrement dit que l'obligation de la puissance publique de satisfaire ces besoins essentiels s'impose. Nous voulons pour tous une vie digne d'être vécue. C'est cela la condition de ce fameux vivre ensemble dont on nous rebat les oreilles quotidiennement sans jamais définir ce que l'on entend derrière. Faute d'emprunter cette voie, aussi modeste qu'elle puisse sembler aux amateurs d'utopies, nous sommes au contraire menacés par une régression barbare, même si c'est une barbarie qui utilise les moyens de la haute technologie.

C'est bien l'alternative « jours heureux ou barbarie » qui est devant nous. La « révolution technologique » en cours concentre les pouvoirs et les profits dans quelques mains comme jamais. La civilisation est menacée. Les très nantis d'un côté, les hordes de gueux de l'autre. Exagération ? Les emplois sont supprimés d'ores et déjà par centaines de milliers au nom de la robotisation, non pour faciliter le travail collectif, non pour en diminuer le temps, non pour répartir les gains de productivité et les valeurs créées, mais pour augmenter considérablement les privilèges de quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Les débats sur « le salaire de subsistance » pour tous n'ont d'autre sens. Une allocation donnée à tous pour tenter de gagner une paix sociale

menacée et maintenir dans une précarité et une misère institutionnalisées les millions d'hommes et de femmes qui n'ont que leur travail pour vivre.

Il est nécessaire par ailleurs de définir les grandes lignes d'une morale publique, d'une morale qui puisse être partagée par tous les citoyens quelles que soient par ailleurs leurs conceptions de la vie bonne. Bref une morale qui concilie la liberté individuelle et la reconnaissance de l'autonomie du sujet avec le souci du bien commun. Mais nous savons qu'il n'est aucun bonheur possible sans les autres.

Nous ne voulons pas d'une société d'individus isolés et interchangeableables, réduits à des consommateurs ou à des hamsters qui font tourner leur roue. Des individus libres dans des communautés libres et ouvertes. Voilà le cadre moral de cette vie décente dont nous avons décliné les grands traits économiques, politiques et sociaux.

Pour que ces éléments de programme deviennent une réalité vivante, il faut une force humaine qui décide de s'en saisir. Cette force n'existe pas dans les structures aujourd'hui organisées. Celles qui partant d'un chef transmettent « la bonne parole » sans se soucier vraiment de ce que demain sera fait. Pour qu'une force se crée, se constitue, se gère, se détermine, décide et agisse, il faut d'abord débattre librement, largement, démocratiquement...